

Guy MOLLET

**Le 16 février 1951
à Strasbourg**

Mesdames, Messieurs,

Il m'a été demandé de vous parler ce soir de la façon dont les socialistes conçoivent l'union européenne et la création possible d'Etats-Unis d'Europe. A une question ainsi posée, il semblerait que la réponse dût être : les socialistes souhaiteraient voir l'ensemble des pays d'Europe devenir socialistes et dès lors se fédérer, c'est-à-dire travailler dans le sens de la création d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Si tel fut l'espoir de ceux qui, parmi les militants du parti socialiste, se réclamaient du fédéralisme — le plus ancien de nos mouvements ne s'est-il pas longtemps appelé « Mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe » ? — nous avons depuis plusieurs années déjà dépassé ce stade.

A l'occasion d'une des conférences annuelles de notre organisation internationale (le COMISCO), les représentants de dix-huit partis socialistes des pays libres d'Europe se réunissaient, le rapporteur étant notre grand ami Léon Blum. A l'unanimité, la conférence décidait que l'ensemble des militants socialistes uniraient leurs efforts à ceux des autres démocrates non socialistes attachés cependant aux mêmes conceptions de défense de la paix et de la liberté, pour bâtir les Etats-Unis de l'Europe libre. La résolution finale, unanimement adoptée, disait « que dans le cadre des Etats-Unis de l'Europe libre, conçue comme une étape vers l'unification du monde, pouvaient le mieux être atteints, dans la paix, les objectifs économiques, sociaux, politiques et culturels des travailleurs de ces pays ».

Pour nous, socialistes, cette date est importante. Importante quand on pense au simple problème de l'unification européenne, importante en soi car c'est la première fois qu'une idée non spécifiquement socialiste se trouve prise en charge par les mouvements socialistes des divers pays, qui s'engagent de toutes leurs forces à extraire cette idée du domaine de la spéculation pour l'introduire dans le domaine des réalisations.

Une question première se pose : comment les représentants des partis socialistes ont-ils pu être amenés à cette conclusion ? Est-il légitime que des hommes traditionnellement attachés à l'internationalisme dans son sens le plus large aient accepté de se limiter à la construction des Etats-Unis d'Europe, abandonnant ainsi le rêve combien séduisant de ceux qui concluent à la nécessité d'un gouvernement universel à notre planète et ne désespèrent point de voir un jour se créer les Etats-Unis du Monde ?

Certes, nombreux sont encore, parmi les socialistes, ceux qui ne voient pas d'autre solution internationale qu'à l'échelle mondiale. Il est à peine utile de rappeler comment — au cours de notre histoire — les hommes auxquels nous vouons la plus grande affection et à l'opinion desquels nous attachons la plus grande estime, de Jaurès à Blum — et bien d'autres ; des Briand, des Jouvenel — ont consacré le meilleur de leur vie à rapprocher les différents pays du monde, dans le cadre soit à la Société des Nations, soit de l'Organisation des Nations

Unies. Plus récemment encore, depuis la fin de la guerre, nous avons partagé avec d'autres un immense espoir, lorsque, par la Charte de San Francisco, naissait l'O.N.U.

Malheureusement, quelque louables qu'aient été les efforts de la S.D.N., et sérieux les résultats acquis — qu'il ne s'agit pas de minimiser — il nous faut reconnaître qu'en l'état actuel des choses, il serait vain de penser que l'on puisse aboutir à l'unification mondiale grâce aux seules possibilités de l'O.N.U.

D'une part, notre organisation internationale est encore paralysée par la loi du veto. Par ailleurs, les différences subsistant dans l'ensemble des nations sur le terrain culturel comme sur les plans économique et social, sont telles que rêver de la réalisation rapide d'un gouvernement mondial paraît quelque peu chimérique. C'est la raison pour laquelle, soucieux de faire éclater le cadre trop étroit des nations, dans l'impossibilité de l'élargir au cadre rêvé de la planète, nous sommes arrivés à la notion d'une Europe libre.

C'est l'ensemble d'une Europe que nous aurions voulu unir car normalement elle ne devrait pas commencer à quelque deux cents kilomètres à l'ouest de Berlin pour finir aux rives occidentales de la France ou des Pays-Bas. La véritable Europe géographique commence à l'Oural et se termine aux rives atlantiques de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Cette Europe, il eût fallu la bâtir au lendemain de la dernière hécatombe. Les uns et les autres, nous avons été nombreux à caresser cette belle espérance, et nous, les socialistes, plus longtemps peut-être que quiconque. Les derniers probablement nous nous sommes refusé à accepter la division...

Notre organisation internationale socialiste a conservé les contacts avec les représentants des partis socialistes des pays de l'autre côté du « rideau de fer ». Qu'il s'agisse de nos amis d'alors, Hongrois, Polonais, Roumains, plus récemment des Tchèques, c'est vraiment le désespoir au cœur que nous avons dû rompre. Nous n'avons pu assurer la liaison qu'avec ceux d'entre eux qui connaissent maintenant la terrible clandestinité ou l'exil.

Cette Europe que nous eussions voulue, il n'a tenu ni à nous, ni à l'ensemble des démocrates des pays d'Europe, qu'elle ne fût possible. Il faut le dire sans vaine amertume : la responsabilité de cet échec incombe entièrement et uniquement à l'U.R.S.S. Dernier exemple en date : lorsque la première offre américaine fut faite à l'Europe, le refus de l'U.R.S.S. ne fut pas immédiat, elle participa pendant quelques jours aux travaux de la Conférence de Paris. Mais l'immense drame qui ébranla, et la constitution de l'Europe, et peut-être la paix du monde, fut que l'U.R.S.S., lorsqu'elle crut devoir refuser, entraîna dans son refus les autres pays sur lesquels elle exerce son influence.

Ici, une brève incidence : très souvent, aujourd'hui, on reproche aux uns et aux autres, à nous souvent plus qu'à d'autres, d'avoir renoncé à défendre l'indépendance nationale. Les griefs les plus courtois sont ainsi formulés : nous serions devenus des « valets », des « palefreniers » à la solde des Américains. Il est facile de démontrer que notre attachement à l'indépendance nationale est resté intact. En tout cas, si des griefs devaient un jour nous être faits, ils ne pourraient en aucun cas être exprimés par des hommes bien peu qualifiés pour nous donner des leçons.

En évoquant cette période dont je retrace ainsi le souvenir, on peut constater que ce ne sont pas seize, mais dix-sept Etats qui avaient accepté l'offre Marshall dans sa première proposition. Faut-il rappeler que, sur un coup de téléphone, le citoyen Gottwald, alors Vice-Président du Conseil — peut-être est-il encore Président aujourd'hui : les informations sont très vagues — se rendait à Moscou ? Quarante-huit heures après, il nous disait qu'il s'était trompé... que ce n'était pas « oui » qu'il fallait comprendre mais qu'il avait voulu dire « non ».

Cette façon de concevoir l'indépendance nationale ne nous invite nullement à écouter l'oreille basse certaines admonestations. Le fait important est que, de ce jour, la rupture fut consommée. Et nous en sommes arrivés à cette Europe mutilée que beaucoup aujourd'hui veulent bien qualifier d'« occidentale ». Nous socialistes, nous essayons d'éviter ce vocable et désirons qu'il ne soit pas retenu, car cette coupure de l'Europe, strictement géographique, ne correspond pas à la réalité.

Ce qui unit les peuples européens est tout autre chose. Ce qui rassemble les nations de l'Europe libre, ce qui unit cette fraction de l'Europe qui subsiste, ce n'est pas le hasard géographique qui nous a placés les uns à côté des autres : c'est une même conception du monde, une même conception de la démocratie et de la liberté. Pour cette raison, nous disons souvent : l'Europe « libre », et ce vocable, pour lequel nous avouons notre préférence, nous voulons qu'il soit retenu.

Par lui, tout se transforme... Car si notre conception de la démocratie et de la liberté restreint le nombre des pays participants, alors même qu'ils peuvent se trouver dans l'Europe occidentale — et je pense notamment ici à un pays qui ne répond pas au critère de défenseur de la démocratie ou de la liberté, tout en abordant ces belles parures — elle a par contre, cette conception, l'immense avantage d'élargir la notion sur laquelle nous nous sommes unis au plan mondial.

Le message que l'Europe libre lance au monde dépasse de loin le cadre de ses simples frontières géographiques. Il ne peut en être autrement dès lors que les divers pays d'Europe s'unissent non pas en tant que voisins, non pas pour viser des intérêts communs, mais en basant leur union sur une conception commune de la vie, et de la vie privée comme de la vie publique.

Or, que dit, en son préambule et chapitre Ier le statut du Conseil de l'Europe (ce Conseil encore embryonnaire mais déjà fort vivant et riche d'espoirs) « que les différents pays qui y participent sont inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples, qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique, de prééminence du droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable. ». Il ajoute, en son article 3 : « Tout membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe en vertu de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

Et chacun s'engage à défendre ces idées chez lui et autour de lui. J'ai la conviction profonde — vous la partagez — qu'au delà du « rideau de fer », dans le glacis soviétique, des millions de femmes et d'hommes gardent au cœur le même amour des mêmes données fondamentales ; qu'au-delà de l'Europe, sur l'immense et riche continent américain, des millions d'hommes, groupés dans de vastes organisations syndicales, de vastes mouvements démocratiques, partagent même espoir et même volonté.

Si donc le message lancé par le Conseil de l'Europe est de valeur mondiale, l'objectif, pour les socialistes, devient facilement acceptable, d'autant plus qu'en une Europe unie sur de telles bases, l'opinion des hommes évoluera certainement vers nos propres conceptions.

Mais quels sont les services que rendrait l'Europe libre ? L'Europe libre, l'Europe unie, est avant tout facteur de paix. Cela, une grande partie des hommes qui s'attachent à l'idée de l'unification européenne l'ont compris. Vraisemblablement, cette même notion d'une Europe facteur de paix rend plus nombreux ceux qui depuis quelques années, voire quelques mois, s'intéressent à l'union européenne. Est-il possible en effet de concevoir aujourd'hui un seul pays d'Europe en mesure d'assurer seul sa défense s'il était attaqué, quand bien même il y consacrerait le total de son énergie, le total de ses hommes, le total de ses richesses ?

Il n'est pas d'homme politique, quel que soit le parti dont il se réclame, qui puisse soutenir qu'on ait encore le droit de parler de défense nationale. Ce problème, comme bien d'autres — et nous devons tous nous en rendre compte — ne peut plus être résolu dans le cadre même de la nation. Alors ?... ...Si l'Europe s'unissait au point de devenir assez forte dans tous les domaines, économique, social, politique et j'ajouterais sans aucune réserve militaire, non seulement elle assurerait sa sécurité — ce qui est très important — mais elle discuterait à égalité avec les autres parties du monde (ce qui est également très important car nous vivons hélas en une période où, trop souvent, les forts, les « Grands » ne discutent qu'avec les forts et les « Grands » ; enfin, et ce ne serait pas d'un moindre intérêt, elle garantirait son indépendance.

Je tiens à préciser qu'il n'est pas question d'envisager une Europe qui, grâce à son union et à sa force, prétendrait se tenir à l'écart des problèmes mondiaux et tenterait de se déclarer neutre dans le débat actuel. Dans le monde où nous vivons, point de place pour les neutres ... sauf dans l'écrasement. Pas de défense nationale sans défense européenne.

Nous n'avons nullement l'intention de voir notre Europe se transformer en une plus vaste Corée, que successivement l'on occupe et libère. Ce que nous voulons, c'est la préserver, la conserver intacte. Intacte territorialement, intacte aussi dans son indépendance. Or, s'il est vrai qu'aucun pays d'Europe ne soit en mesure d'assurer seul sa propre défense, il est peut-être plus vrai — et pour les mêmes raisons — qu'aucun pays d'Europe, si nous demeurons isolés, n'est en mesure d'assurer définitivement son indépendance nationale.

Aujourd'hui, plus de défense nationale sans défense européenne, plus d'indépendance nationale sans indépendance européenne. L'Europe que nous voulons bâtir ne saurait donc être une Europe neutre. Nous la voulons prête à assurer sa défense contre l'agression, disposée à être l'alliée fidèle qui lie tous ses engagements mais est aussi fermement résolue à garantir sa pleine indépendance, cette indépendance dont elle sait le prix, à laquelle plus que quiconque sans doute elle est attachée.

La construction de l'Europe peut donc être — premier élément — un facteur de paix. Nombreux — je l'ai dit — sont nos concitoyens qui, sentant les menaces s'amonceler et peser sur la paix de l'Europe et du monde, sont arrivés, à travers l'idée des alliances, des ententes nécessaires, à la notion d'une nouvelle Europe. J'ai dit à Strasbourg, et le redis chaque fois que l'occasion s'en présente : le fédéraliste que je suis — que je n'ai cessé d'être — éprouve quelque amertume à penser que l'élément fédérateur de l'Europe risque d'être la peur, la volonté de se battre contre la guerre.

Ceux qui, aujourd'hui, sont attachés à l'idée d'une Europe nécessaire, ne doivent-ils pas concevoir que si demain les risques et les menaces s'estompaient, il faudrait, pour d'autres raisons, parler plus que jamais d'unification européenne ? Ce n'est pas uniquement la défense de l'Europe qui impose sa construction. Ce serait là le plus formidable aveu d'impuissance arraché aux hommes de notre siècle. Serions-nous capables, pour la guerre et dans la guerre, d'un certain nombre de choses dont nous nous révélerions incapables pour la paix ou dans la paix ?

J'évoque souvent cette parole du président Spaak (que vous devez avoir lue) : « Faut-il vraiment que les démocraties soient toujours en retard, et que pour elles il faille attendre l'heure du danger pour qu'elles entendent sonner l'heure de la sagesse ? » J'évoque aussi très vite — c'est un souvenir que vous avez tous présent à la mémoire, puisque vous vous êtes intéressés à l'union européenne — ces heures de 1940 où la grande nation britannique offrit à la France de s'unir à elle. Cette union France-Grande-Bretagne eut été plus complète

que tout ce que nous rêvons de bâtir. Pourquoi ? Parce que, dans le malheur commun, apparaissait la nécessité d'une organisation commune.

Nous, socialistes, nous espérons — et tous ceux qui désirent l'union européenne espèrent — que les peuples n'attendent pas d'être placés encore en face du malheur, et qu'ils seront capables, pour empêcher la guerre, de faire ce à quoi ils seraient condamnés pour la réparer ou la subir. Ce n'est donc pas uniquement pour bâtir la paix qu'il nous faut penser à la nécessité de bâtir l'Europe : il le faut aussi pour sauver l'économie européenne et assurer sa marche vers le progrès social.

Sur le plan économique et social, est-il aujourd'hui un seul problème que l'on prétende résoudre dans le cadre strictement national ? Certes non et personne n'en doute. Néanmoins, si chacun le dit, les efforts d'unification sont lents. Cependant, l'Europe épuisée par la guerre et dépourvue de ses investissements extérieurs est bien différente de l'Europe d'il y a quelque cinquante ou même trente ans. Car elle a cessé d'être ce qu'elle fut pendant plusieurs générations : l'atelier du monde. Elle doit maintenant compter avec l'industrialisation des pays neufs. Le déficit quasi-permanent de sa balance commerciale l'aurait d'ores et déjà conduite à la catastrophe si l'aide Marshall ne lui avait donné le répit nécessaire, mais ce dernier même serait vain s'il n'était utilisé par l'Europe pour forger les armes économiques de son salut.

Personne ne peut s'y tromper : l'aide Marshall n'est pas une solution. Ce ne peut être, au maximum, que l'étincelle remettant en marche le moteur européen. Il nous faut être prêts, dès la cessation de cette aide, à vivre de nos propres moyens. Or, l'Europe morcelée, en sa mosaïque actuelle, ne pourrait ni recouvrer sa place dans les échanges internationaux, ni empêcher — et c'est ce qui nous préoccupe le plus, nous socialistes — un abaissement de son niveau de vie : la classe ouvrière en serait encore la première et principale victime. Il faudra donc procéder à une modification sérieuse dans la structure du commerce européen, créer et développer les industries.

Il nous faudra penser que la chose n'est viable que dans un cadre plus large, dans cet immense marché unifié qui représente près de 300 millions d'habitants et une force gigantesque si l'on pense aux différents territoires d'outre-mer susceptibles de jouer leur rôle dans l'union européenne, élargie jusqu'à eux. Une détente économique, la suppression des barrières douanières, l'abaissement des taxes et droits, un retour plus ou moins rapide et complet à la libre circulation des hommes et des marchandises, autant de réformes qui, pour souhaitables qu'elles soient, ne seront réalisables que dans la mesure où, simultanément, interviendra une politique de coordination concrète des économies.

Il est bien évident — le problème se pose chaque jour dans tous les pays d'Europe — qu'il faudra éviter le retour aux différents cartels d'intérêt privés dont on a reconnu l'action avant guerre, ces cartels dont l'influence fut si néfaste, et qui actuellement prendraient volontiers leur revanche des défaites qu'ils subirent dans les divers pays où ils tentèrent de s'instaurer. Si nous travaillons dans le sens d'une coordination des économies d'où ces cartels seraient exclus, l'Europe ainsi unie non seulement pourra vivre, mais sera en mesure d'assurer à chacun des peuples qui la composent un meilleur « standing ». Par contre, si cette coordination n'est pas réalisée, les divers pays risquent de tomber tour à tour, par la misère ou par la guerre.

Nous ne sommes pas les seuls à le dire : tous les hommes d'état l'ont répété, et l'an dernier encore l'un d'eux affirmait avec force que le problème était bien, pour les différents pays européens, ou de se sauver ensemble, ou de périr les uns après les autres.

A ces impératifs sur le plan de la défense de la paix, sur le plan économique, sur le plan social, s'en ajoute un autre sur le plan politique. Il nous faut donner des structures nouvelles au monde

moderne et créer les institutions nécessaires. Il ne suffirait pas de chercher des solutions sur le plan économique.

Vous pouvez être étonnés d'entendre ainsi parler un socialiste : n'est-il pas présent à l'esprit de tous qu'à la base même de la pensée socialiste est l'affirmation constante de la primauté de l'économique sur le politique ? Il serait illusoire et dangereux de penser qu'il suffit actuellement d'accords économiques. Nous savons hélas maintenant que les conquêtes économiques, même durables, ne conditionnent pas toujours — ne conditionnent pas nécessairement — les développements politiques que nous eussions souhaités.

Je veux citer ici une phrase qui nous frappa tous lors de la conférence de 1948 et qui fut prononcée par le grand écrivain Ignazio Silone, du parti socialiste italien : « Toute l'expérience du socialisme moderne, disait-il, doit nous rappeler que, sur la base économique du collectivisme, s'est révélée possible une culture de cannibales, et que nous ne pouvons plus attendre un développement politique et culturel comme un produit automatique des faits économiques. »

Il nous faut donc créer une nouvelle structure politique. C'est pourquoi, un peu partout en Europe, les représentants des partis socialistes ont tenu à être à leur place dans la difficile construction européenne, et plus particulièrement à l'assemblée consultative du Conseil de Strasbourg, pour s'y battre aux côtés des autres démocrates afin d'arriver, sur le plan politique, constitutionnel, institutionnel, à cette structure nouvelle.

Alors, sont apparues les difficultés dont on vous a certainement entretenus en d'autres lieux et qu'à mon tour j'évoquerai. L'une de ces difficultés est l'opposition entre hommes du Nord (britanniques et scandinaves), et hommes du Sud (dont nous sommes, paraît-il, ce qui étonne toujours certains d'entre nous, plus particulièrement nos amis belges). La majorité des premiers ont une conception des institutions tout à fait spéciale : essentiellement « fonctionnalistes » (le néologisme n'est pas de moi), ils prétendent que les seconds sont des fédéralistes (c'est un peu moins vrai que nos rivaux en l'occasion ne le disent, car hélas les fédéralistes sont loin d'être majoritaires dans notre pays).

La distinction comporte, il faut le dire, une part de vérité. La plupart des peuples d'origine latine méritent un peu de reproche d'avoir le souci exagéré de la chose précise, du cadre bien décrit, de la constitution bien faite. Quand nos amis anglais ou scandinaves nous parlent de cet aspect de notre tempérament, ils disent que nous traçons un cadre, et que, celui-ci tracé, nous essayons d'y faire entrer la vie, quitte à blesser un peu la vie ou à faire éclater le cadre. Souvent, d'ailleurs, au lieu de nous appeler « fédéralistes », ils aiment à nous appeler « constitutionnalistes » et à opposer notre méthode à la leur.

Pour eux, déclarent-ils, pas de constitution écrite (et c'est exact au moins en droit constitutionnel britannique) : la coutume en tient lieu. Se servant des institutions déjà existantes, ils les font « fonctionner » en les rodant, en les poussant de leur mieux vers le but défini en commun, sans cadre préalablement établi, sans constitution formellement écrite. A cette méthode empirique ils ont donné le nom de « méthode fonctionnelle ».

Parce que je connais bien les « hommes du Nord », ayant beaucoup vécu chez nos amis anglais, un peu chez nos amis scandinaves, j'ai cru d'abord et même pendant un certain temps que nous nous trouvions en face d'un écueil réel et presque insurmontable. Je fais une confession... j'ai cessé d'y croire. Dix-huit mois vécus au Conseil de l'Europe et plus particulièrement à l'intérieur de la commission des Affaires générales m'ont démontré le contraire. Certes, si au cours de la prochaine session les beaux débats théoriques, les superbes discussions académiques reprennent entre les partisans du « fédéral approach » et

les partisans du « fonctional approach », non seulement on ne rapprochera pas les points de vue, mais on verra les thèses s'affirmer et se différencier au maximum.

Néanmoins, l'expérience m'a appris que chaque fois qu'autour d'une table fédéralistes et fonctionnalistes étudient un problème concret, ils en trouvent, en commun, la solution. C'est ainsi que le fédéraliste que je suis et ne cesse d'être est devenu tout à fait partisan de la méthode fonctionnelle, à condition qu'elle aboutisse à quelque chose.

Une autre difficulté, aussi grave nous a-t-on dit — on a dû vous le dire aussi — est la séparation qui se crée entre les deux mêmes groupes d'hier — nordiques et sudiques — qui cette fois s'opposent en « minimalistes » et « maximalistes » (les mots se définissent par eux-mêmes). Les premiers sont non seulement accusés de freiner la marche en avant vers l'Europe unie, mais encore de s'y opposer au fond de leur cœur et tout faire pour que l'on n'y aboutisse jamais. Quant aux seconds, ils répètent inlassablement, dans leur discours annuel : l'heure est grave, elle presse, c'est maintenant une question de semaines, voire de jours ou d'heures.

Les uns et les autres se font le mutuel reproche d'empêcher l'ensemble de fonctionner. Là encore, il faut dire qu'il y a, dans l'une et l'autre thèse une part de vérité. J'analyserai dans un moment les raisons qui font que certains des représentants, au Conseil de l'Europe, et plus particulièrement les groupes du Nord, freinent. Parmi les maximalistes, bon nombre sont des néophytes : ayant découvert fort récemment la notion d'une Europe unie, ils sont tout étonnés de la lenteur des réalisations. Certes, l'heure presse... elle exige que nous allions le plus vite possible, mais ce n'est pas parce que nous n'allons pas aussi rapidement que nous le voudrions qu'il faut pour autant désespérer et accepter comme fatale une issue contre laquelle il est encore possible de se battre.

A Strasbourg, l'an dernier, après les interventions de certains collègues bien intentionnés qui condamnaient le tout parce que « ça n'allait pas assez vite », j'ai pris plaisir à répéter, après Péguy, cette anecdote : Trois jeunes séminaristes, au pays basque, jouaient à la pelote. Soudain, l'un d'eux s'arrêta : « Que ferions-nous si l'on nous apprenait que d'ici un quart d'heure va survenir la fin du monde ? » Le premier répond : « Je penserais à ma mère... » Le deuxième dit : « Je me mettrais à genoux et prierais Dieu... ». Et celui qui avait posé la question de donner alors son avis : « Je vous proposerais de poursuivre notre partie de pelote. »

Certes, nous n'en sommes pas à la fin du monde dans un quart d'heure et nous attaquons une partie plus sérieuse. Je voudrais cependant que la conscience aussi sereine, l'âme aussi tranquille que ce jeune clerc, nous disions qu'il faut poursuivre notre travail dans le sens de la construction de l'Europe, et qu'ainsi probablement nous assurerons et son salut et le nôtre. Mais alors, s'il en est ainsi, s'il ne s'agit que d'un combat théorique entre « maximalistes » et « minimalistes », « fédéralistes » et « fonctionnalistes », où sont donc les vrais différends ?

Une objection très sérieuse nous est souvent opposée sur le plan politique : certains pays acceptent difficilement d'abandonner une part de leur souveraineté nationale. Cette position n'est pas aussi nette que parfois la polémique le ferait craindre. Car la plupart de ces pays ont déjà abandonné une part de leur souveraineté nationale dans un certain nombre d'organisations internationales, et plus particulièrement à propos des problèmes de défense. De même que, dans la « commune », l'homme a peu à peu abandonné une part de sa souveraineté, de même que les citoyens ont renoncé à une part de leur propre souveraineté au bénéfice de la nation, de même il faudra bien que les nations arrivent à renoncer à une part de leur souveraineté nationale au bénéfice des organisations internationales.

Je veux surtout insister sur une confusion qui fréquemment subsiste dans l'esprit de plusieurs de nos concitoyens, et qui mêle souveraineté nationale et indépendance nationale. Ces mots risquent d'être confondus, dans la polémique actuellement dirigée contre nous. Chaque fois

que, démocrates de toutes nuances socialistes y compris, nous proposons que notre pays renonce à une part nécessaire de sa souveraineté nationale, nos adversaires s'écrient (certains d'ailleurs sans bonne foi en l'occasion) : « Vous accepterez donc de renoncer à une part de l'indépendance nationale » !

Là je ne saurais me référer à une meilleure caution que celle de Léon Blum. Au cours de la conférence de 1948 à laquelle je faisais allusion, il avait été amené à une intervention remarquée et remarquable dont voici la conclusion : « ...J'appelle « indépendance » sur le plan international ce qui est à peu près l'équivalent de ce que sont les droits de l'homme et du citoyen sur le plan national, dans le cadre national. Mais la « souveraineté », telle qu'elle est couramment conçue, va infiniment plus loin. La « souveraineté » sur le plan international équivaut à ce que serait, sur le cadre national, la liberté sans restriction, sans limite, sans appel, sans juge : je suis libre, je suis souverain, je fais tout ce qui me plaît ; personne n'a rien à y voir ; je me moque du contrecoup de mes actes sur les autres ». Et il terminait : « ...Pour résumer ma pensée, je vous dirai que le but serait alors de réduire la souveraineté aux limites de l'indépendance, et que par conséquent il nous faut transférer à la communauté internationale ou européenne toutes les portions de souveraineté qui excèdent l'indépendance. »

Nous rencontrons donc là un des plus grands obstacles à notre action, un obstacle qu'il nous faudra vaincre. Obstacle plus grand encore : les diverses conceptions des pays d'Europe quant aux solutions à donner aux problèmes économiques et sociaux. Le problème est fondamental. Certains s'orientent vers un planisme à peu près général, d'autres veulent revenir à certaines formes du libéralisme : donnant ainsi à craindre aux premiers que soient remis en cause sur le plan européen les plans acquis sur le plan national. Certes, il est parfois des arguments plus égoïstes ou plus nationaux ; quand on parle des difficultés qui nous opposent souvent à nos amis britanniques, on en cite qui ne sont pas toutes de ce caractère.

Il est bien évident qu'il peut y avoir, au cœur de beaucoup de nos amis britanniques, une volonté ou un espoir de voir l'Angleterre, grâce au Commonwealth, reprendre presque seule sa place de grande nation dans le monde, renonçant même peut-être au « leadership » de l'Europe, pour se contenter du « leadership » du Commonwealth. En dehors de cette conception, qui peut être commune à nos amis britanniques, il est une position qui vient incontestablement des travaillistes eux-mêmes, et que motive leur doctrine économique : quand on s'est particulièrement attaché à un certain nombre de conquêtes sociales et au problème du plein emploi, il est à mes yeux légitime, et pour ceux qui ne partagent pas cette conviction, au moins compréhensible, que l'on ne veuille pas, sur l'autel de l'union européenne, offrir en holocauste le meilleur de son œuvre. Ceux-là, ce qu'ils craignent, ce n'est pas, dans l'union de l'Europe, tel ou tel mode d'unification...

Près de nos amis anglais, se rangent les Scandinaves et presque toujours nos amis des Pays-Bas. Ceci a provoqué, au Conseil de l'Europe, des réactions évidentes, et, dans l'ensemble des mouvements qui se préoccupent de l'unification européenne, les mêmes inévitables réactions... Dans ce combat pour l'Europe, nous avons trouvé des amis, des partenaires, qui ont conclu : s'il est impossible de faire l'Europe avec la Grande-Bretagne et les Pays scandinaves, unissons ceux qui acceptent d'être unis, et faisons la Fédération de l'Europe avec ceux qui veulent bien qu'elle soit faite.

Cette opinion, pour certains correspond à un vieux rêve. Des hommes très attachés à l'idée européenne ont pu prendre, voici un certain nombre d'années, des initiatives heureuses. Ils avaient rêvé de faire ce qu'ils ont eux-mêmes baptisé « l'Europe-Charlemagne ». D'autres, à contrecœur, ne sont venus à cette conception que parce qu'ils s'estiment réalistes. N'avançant

pas assez vite dans l'autre voie, ils disent : essayons celle-ci. Et ils ajoutent généralement : si nous nous y lançons, les Anglais, gens réalistes aussi, nous suivront.

Sur le problème ainsi posé, je veux dire simplement et franchement la position des socialistes, que j'ai été amené à préciser à Strasbourg, lors de notre dernière session. Mais voyons au préalable ce que représenterait une union à l'intérieur de l'Europe libre, dont s'excluraient la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Irlande, l'Islande et les Pays-Bas, (car les dirigeants des Pays-Bas ont tous affirmé sans réserve que, dans une telle hypothèse, ils suivraient la Grande-Bretagne). L'un des représentants les plus qualifiés de la Belgique, que j'ai eu le plaisir de saluer ce soir — il représentait son pays à Paris au Conseil interparlementaire du Mouvement européen — nous a dit très clairement : « Il n'y aurait pas deux voix au Parlement Belge pour adopter semblable proposition ». Le Luxembourg suivrait certainement. Hors la Turquie et la Grèce — qui vraisemblablement suivraient aussi l'exemple britannique — qui resterait-il ? L'Italie, l'Allemagne, la France. A une semblable proposition, simplement et sans hésitation, les socialistes français disent : non !

Non, parce que socialistes. Il est trop évident qu'une union aussi limitée sur le plan économique se ferait à coup sûr au détriment de l'économie française, plus particulièrement des travailleurs français. Je n'insisterai pas, la chose est trop claire.

Non, parce qu'Européen, prétendre que pour arriver à l'unification d'une Europe déjà embryonnaire et déjà terriblement morcelée, il faut davantage encore la mutiler, c'est formuler un paradoxe auquel nous ne saurions souscrire.

D'ailleurs, en ce cas, pourrait-on continuer à parler d'Europe ? Ne serait-ce pas, au maximum, l'organisation de ses parties par morceaux d'une petite fraction ? Ce qui n'aurait plus rien de commun avec la notion réelle de l'Europe.

Non, enfin et sans commentaires, parce que Français, nous saluons certes avec beaucoup de sympathie l'effort important fourni par les représentants de tous les partis démocrates, en Allemagne et en Italie, et tout ce qui a été fait par eux pour réhabituer ces deux peuples à la vie commune dans un monde libre attaché à la démocratie. Non seulement nous les saluons, mais nous sommes décidés à les aider au maximum. Mais de là à concevoir une union limitée à l'Allemagne, l'Italie et la France — en fin de compte contre ceux qui furent nos alliés de la veille — non encore une fois ! Il faut continuer l'effort.

Mais alors... qu'est-il possible de faire, me direz-vous. Votre position est négative. Vous avez beaucoup détruit... Quelle conclusion nous proposez-vous ? La conclusion ? Je n'en vois qu'une. Tout d'abord, aller de l'avant sur le plan général. Il faut continuer l'effort de persuasion et de propagande, et, j'insiste sur ce point, non seulement chez nous, mais hors de chez nous. Ce ne sont pas les militants des mouvements fédéralistes français qu'il s'agit de convaincre en l'occasion, mais bien plutôt les représentants des différents pays nordiques, Grande-Bretagne et Pays Scandinaves où un immense effort de propagande doit être fait.

Certains de leurs arguments peuvent être sérieux. Il ne s'agit pas de contester la valeur de ces arguments de nature il est vrai un tantinet égoïste. Il faut simplement leur dire, avec M. Bevin, leur ministre des Affaires Etrangères « qu'ou bien nous nous sauverons ensemble, ou bien nous disparaîtrons les uns après les autres », que si vraiment les pays de l'Europe continentale devaient à cause de leur isolement succomber les uns après les autres à la misère ou à la guerre, rien n'empêcherait dans un avenir proche nos amis scandinaves et britanniques de connaître le même sort.

Plus que notre effort et volonté de persuasion, c'est notre volonté de réalisations qui entraînera nos amis anglais et nordiques. C'est dans ce domaine qu'il faut avancer, beaucoup plus qu'en

discussions théoriques et philosophiques. Mais si la chose est possible, elle n'est pas toujours aisée...

Déjà, cependant, des transformations s'opèrent qui ne sont pas spectaculaires, qui ne fournissent pas le thème d'une grande intervention ou d'un beau discours, qui ne trouveront pas la vedette à la première page d'un journal. Néanmoins, sur le plan de la construction européenne, un événement d'importance vient de se produire. De nos amis suédois est venue une proposition tendant à unifier l'O.E.C.E. et le Conseil de l'Europe.

N'est-ce pas là une proposition beaucoup plus constructive que tous les amendements aux statuts et règlements que l'on pourra proposer ? Imaginez un organisme européen bénéficiant, sur le plan économique, des recherches, des travaux remarquables de la plus belle équipe internationale d'experts que l'Europe ait pu mettre sur pied jouissant dans le même temps du loisir de connaître l'opinion des parlementaires sur le même sujet : ce serait là l'organisme le plus vivant, le plus riche, appelé de lui-même à devenir quelque chose de réel dans la vie européenne.

Car s'il est vrai, comme on l'a beaucoup dit, que la fonction crée l'organe, à l'inverse — et j'en suis sûr — dès le jour où un organe comme celui-là existerait, il aurait vite fait de se créer sa fonction, d'être l'embryon, je ne dis pas encore d'un parlement mais au moins d'une autorité européenne en ce domaine. Mais un domaine où il est plus facile de progresser (je ne suis pas sûr que mon point de vue soit partagé par tous), où il est en tout cas plus important de gagner du terrain, est celui des autorités spécialisées. Par-là, on peut faire avancer l'idée européenne, et sur ce chantier on doit travailler.

Déjà la France a proposé une mise en commun des ressources européennes en charbon et en acier, j'allais dire le plan Schuman... (le Président Schuman est dans l'auditoire). C'est probablement l'un des exemples les plus riches qui aient été donnés quant aux possibilités de construction de l'Europe. Demain, notre Conseil des ministres se penchera sur une proposition française de mise en commun des ressources agricoles et alimentaires de l'Europe.

Simultanément, sous la direction d'un des représentants de la France au Conseil de l'Europe, une étude sérieuse et assez poussée sera faite d'un projet d'unification européenne des transports. En ce domaine comme en beaucoup d'autres il est possible sinon aisé d'avancer, mais à une condition : dans les méthodes employées, dans les résultats obtenus tout doit être mis en œuvre pour que l'ensemble des pays d'Europe prennent part immédiatement ou au moins aient le moyen, l'envie et le désir de participer ultérieurement dans l'union européenne. L'Europe naît à Strasbourg.

Tels sont, Mesdames et Messieurs, les buts, les difficultés, et pour finir les moyens d'aboutir.

Difficilement certes, trop lentement peut-être, mais sûrement, nous avançons. Il est trop facile de démontrer la lenteur et les insuffisances de notre démarche. En réalité, ayant à peine dix-huit mois d'existence, le Conseil de l'Europe a déjà modifié beaucoup de choses. Il a d'abord réussi à s'imposer lui-même. Il est maintenant pris au sérieux par toutes les grandes organisations internationales. Il est le forum où, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, nous voyons côte à côte les hommes de diverses nuances s'affirmer en tant qu'homme, non plus en tant que représentants de leurs nations respectives. Révolution aussi importante que celle qui permit à l'Assemblée Nationale du 26 juin 1789 le vote par tête et non plus par corps.

L'état d'esprit, à Strasbourg, s'est extraordinairement modifié. Il faut avoir vécu cette métamorphose. En la première session, au cours des deux premiers jours, se sont levés à la tribune, successivement, ici un Suédois, là un Hollandais, un Italien, un Français. Le Suédois

disant : « Au nom de mon Gouvernement... ». Le Français disant : « Au nom de la délégation française... ». Cela n'a pas duré trois jours.

Les trois jours écoulés, chaque délégation avait tenu à faire savoir qu'il ne pouvait plus être question de « représentants » de telle ou telle délégation ; que seuls demeuraient un certain nombre de parlementaires tenus par leur propre conviction, par leur jugement d'homme. Pour la première fois ces hommes pensaient et parlaient en Européens.

On n'a donc pas le droit d'être aussi sévère à l'égard des entreprises du Conseil. Il nous faut calmer les impatiences des ultras, les inviter à laisser travailler ceux qui veulent l'union de l'ensemble de l'Europe. De même et simultanément, il nous faut faire taire les résistances des timides, des hésitants, et ne pas leur permettre — ils le font souvent — de prendre prétexte des erreurs des premiers (dont ils sont fréquemment responsables en les suscitant et les entretenant) pour paralyser toute action.

Ainsi, nous avancerons dans la voie des Etats-Unis d'Europe. Et puisque je suis amené, dans ma conclusion à employer ce dernier terme, je veux rappeler sous une forme anecdotique, pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion de le lire, le débat au cours duquel, pour la première fois, cette expression fut employée quand Victor Hugo évoquait les Etats-Unis d'Europe.

Un de mes collaborateurs a découvert un certain nombre de documents, dont il semble ressortir que, le 17 juillet 1851, Victor Hugo, alors député — on disait : « représentant » — dans un discours à l'Assemblée législative (il s'agissait d'un débat sur la révision de la Constitution : tant il est vrai qu'en France facilement les problèmes se renouvellent), Victor Hugo, dans le style méthodique qui lui est familier, riche en sublimes envolées :

« Le peuple français a taillé dans un granit indestructible, et posé au milieu même du vieux continent monarchique la première assise de cet immense édifice de l'avenir qui s'appellera un jour « les Etats-Unis d'Europe ».

Le « Moniteur » (l'Officiel d'alors) note, après cette phrase : « Mouvements divers. Longs éclats de rire à droite ». On peut lire, en marge d'un volume qui appartient au poète et qui est aujourd'hui pieusement conservé au musée Victor-Hugo cette instruction manuscrite : « Ce mot « les Etats-Unis d'Europe » fit un effet d'étonnement... il était nouveau. C'est dans ce discours qu'il a été prononcé pour la première fois. Il indigna la droite et surtout l'égaya. Il y eut une explosion de rires auxquels se mêlaient des apostrophes de toute sorte. Le représentant Bancel en saisit au passage quelques-unes et les nota. Les voici :

M. de Montalembert : « *Les Etats-Unis d'Europe ? C'est trop fort ! Victor Hugo est fou* ».

Un certain M. Molé - j'espère que mon seul point commun avec l'intéressé est l'homonymie :

« *Les Etats-Unis d'Europe ! en voilà une idée, quelle extravagance !* »

Enfin, M. Quentin-Bauchart : « *Ces poètes !...* »

Oui... Ce n'était alors qu'un rêve de poète... Mais les poètes ne possédaient-ils pas certain don de divination ? Et ne pouvons-nous pas répéter avec Victor Hugo et après lui ce qu'en des vers magnifiques il disait du poète-mage : « De la torche qu'il secoue, il fait flamboyer l'avenir... ? »